

Quel apport des communistes et de leurs élu-e-s à la région Haute-Normandie ?

Ce n'est pas le lieu ici de faire le bilan des politiques de la Région depuis 2004, mais mesurer l'apport des communistes à cette politique, lors des deux dernières mandatures 1998-2004 et 2004-2010 où leurs élus ont participé au travail de la majorité dans l'exécutif régional. Il est nécessaire d'en tirer enseignements et critiques constructives, y compris en matière de «gouvernance» de la région, afin que cette l'institution, donc leurs élu-e-s soient plus et mieux en résistance face à la politique de la droite et en construction avec les citoyens de politiques résolument ancrées à gauche. C'est le sens des propositions posées plus haut qu'il faut lier aux actions et responsabilités portées par nos élus à la région ces douze dernières années.

Les élu-e-s communistes se sont engagés dans l'action pour l'application du contrat d'objectifs à la rédaction duquel ils ont participé avec le PS, le PRG et les Verts, sans renoncer à agir pour l'ensemble des propositions qu'ils ont faites dans la campagne électorale pour un projet régional démocratique et citoyen. Sous la présidence de Claude LAINE, le groupe communiste s'est battu tout au long de la mandature pour que celles-ci soient réellement prises en compte, parfois avec succès, notamment pour la fixation de critères favorables à l'emploi et la formation pour l'attribution des aides ou prêts aux entreprises, la mise en place d'une commission de contrôle régionale de ces mêmes aides et la prise en compte des

problèmes spécifiques à la région en matière de santé (démographie médicale, aide à la promotion et l'éducation à la santé, prise en compte des problématiques santé liées au travail et à l'environnement dans tous les programmes régionaux de santé sous responsabilité de l'Etat).

Sur le terrain, l'action régionale et l'apport des élu-e-s communistes en faveur des intérêts des habitants sont appréciés par la population et plus particulièrement par le monde du travail par leur présence, leurs actions, leurs interventions au cœur des batailles pour la défense de l'emploi dans le public comme dans le privé, pour la défense et le développement des services publics nationaux comme régionaux objets de nombreuses luttes ces dernières années (la Poste, EDF-GDF, Hôpitaux, territoriaux, etc.). C'est cette même volonté qui les a animés dans la concrétisation des transferts des personnels des lycées de l'Etat vers l'institution régionale, en veillant à ce que les compétences des personnels concernés soient bien prises en compte et la pérennité du service public assurée.

Aussi, chacun-e à partir des responsabilités attribuées et dans son domaine d'intervention a participé de cette volonté de peser sur la politique régionale dont l'apport ne saurait être négligé même si bien sûr il a été perfectible et donc appelle critique pour l'avenir.

Sous la présidence de **Claude LAINE**, le groupe communiste, à partir des compétences et des responsabilités de chacun-e, s'est donc employé à peser sur les décisions.

Ainsi **Patrice DUPRAY**, en lien étroit avec les vice-présidents régionaux communistes en charge des transports a une influence décisive dans la négociation et la signature de l'accord liant la région et la SNCF avec pour résultat une offre TER de + de 30 % et une fréquentation voyageurs en progression de + de 35 % en 5 ans. **Jean-Paul LECOQ**, vice-président dans la 1^{re} moitié de la mandature s'est attaché à préciser les critères d'attribution des aides régionales aux entreprises notamment en matière d'emplois et à faire prendre en compte les questions de santé dans le budget régional, comme dans le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire, même si cela reste avant tout une responsabilité d'Etat. Ce travail a été poursuivi par **Christian JUTEL**, dans la mise en œuvre des décisions prises pour aider les Haut-Normands pénalisés par une offre de soins par trop insuffisante, à développer l'éducation et la prévention-santé notamment, et une participation assidue aux réunions de l'Agence Régionale de la Santé pour faire remonter les besoins urgents qui s'expriment y compris par des luttes dans toute la région. **Marie-Catherine GAILLARD** a participé au travail sur les transports et les infrastructures et a siégé à l'exigeante commission d'appel d'offres. **Véronique BLONDEL**, profession oblige, s'est

préoccupé aussi des questions de santé et a été de tous les combats avec les salariés de l'automobile et ceux de chez Renault-Sandouville. **Caroline DUPRAY** membre des commissions paritaires s'est attachée à ce que la voix des représentants des fonctionnaires territoriaux soit bien prise en compte et a été attentive avec eux à ce que le service public régional se pérennise et se développe. **Christian CUVILLIEZ** qui siège au conseil régional depuis les élections municipales de 2008 s'est attaché à défendre une organisation du territoire plus équilibrée notamment en matière d'emplois, d'offres de formations, d'éducation en particulier pour les secteurs d'Evreux et de Dieppe. **Claude LAINE** tout en organisant pour le groupe des rencontres ponctuelles avec les différentes organisations syndicales, associations, en fonction de l'actualité, a insisté dans chacune de ses interventions sur la nécessité d'avoir une vision globale et coordonnée des politiques d'emplois, de formations, d'aménagement du territoire pour aider les Haut-Normands dans cette phase de crise aiguë.



Régionales 2010

UN ENJEU POUR LES CITOYENS !

Les régions sont devenues des collectivités territoriales au même titre que les départements et les communes en 1992.

Le mode de scrutin pour les élections régionales qui auront lieu en 2010 est identique à celui de 2004.

Il s'agit d'un scrutin proportionnel à deux tours avec prime majoritaire. Il n'est pas entièrement satisfaisant, le seuil de 10% à atteindre au 1^{er} tour pour pouvoir se maintenir au second ne fait que créer un bipartisme dangereux pour la démocratie.

Les domaines de compétences de la Région sont : les lycées, les infrastructures et les transports régionaux, la formation professionnelle, l'apprentissage et le développement économique. Elle intervient aussi sur l'aménagement du territoire, l'enseignement supérieur, la recherche, la culture, le sport, le tourisme, la santé, etc. Progressivement, la Région est devenue un acteur essentiel du développement et de l'aménagement du territoire, un rôle incontournable d'animateur de la vie économique, sociale et culturelle.

LES COMMUNISTES SE SONT TOUJOURS ATTACHES A CREER LES CONDITIONS D'UN RASSEMBLEMENT POUR UNE REGION DEMOCRATIQUE ET SOLIDAIRE

Les actions de la Région prennent tout leur sens et leur efficacité en s'appuyant sur des valeurs de gauche afin de répondre au mieux aux besoins des citoyens.

Des premiers chantiers ont été ouverts au service de nos concitoyens, avec l'apport des élus communistes, comme par exemple la carte-jeunes-région, le développement des lignes TER, la mise en place d'une commission de contrôle des aides économiques, la participation des citoyens, la culture, le sport, le tourisme, la santé, etc.

2004

Face aux attaques du gouvernement Raffarin, l'objectif était de faire de la Région un pôle de résistance et de progrès, à conforter l'union pour répondre mieux aux besoins des habitants.

Les communistes étaient candidat-e-s sur une liste qui, au 1^{er} tour, regroupait le PCF, le PS, le PRG et les Verts. Cette liste avait recueilli (avec 62,12% de votants) 38,57%, l'UMP 21,13, l'UDF 12,58, le FN 15,87, LCR-LO 5,63, div. Droite-écolo 4,17, MNR 2,04 au 1^{er} tour et 52.69 au second pour 32,72 pour la droite et 14,59 au FN. La répartition des élus était au sortir de l'élection 20 élus PS, 7 PCF, 7 Verts, 2 PRG, 8 UPM, 5 UDF, 6 FN.

Deuxième groupe politique de la majorité, le groupe communiste a pris sa part au sein de l'exécutif régional et dans la majorité, non pas par défaut, mais par choix réfléchi, par volonté d'être acteur de toutes les politiques régionales pour répondre aux besoins des habitants de la région. Cette ligne de conduite a été depuis respectée.

Ces dernières années, en particulier depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, de nombreux obstacles ont été dressés contre la réalisation des objectifs de la Région.



GROUPE DES ELUS COMMUNISTES ET REPUBLICAINS DE HAUTE-NORMANDIE

L'ENJEU REGIONAL EST MARQUE PAR LA REFORME SARKOZY/BALLADUR

Aujourd'hui, la droite et le MEDEF veulent tous les pouvoirs. Ils veulent se servir de la Région pour piller encore davantage ses richesses pour en faire un outil supplémentaire afin de mieux servir la finance et le marché, pour casser les solidarités et amplifier la casse des services publics. Ainsi, les 180 milliards d'euros que dépensent annuellement les collectivités pourraient constituer de nouveaux profits pour le capital. Les 1 000 millions d'€ gérés dans la sphère publique du Conseil Régional de Haute-Normandie aiguisent les appétits de la droite.

Des actions concrètes pour répondre aux besoins des citoyens

La réforme de l'État, concrétisée dans la Réforme Générale des Politiques Publiques (RGPP), sous prétexte de diminuer le niveau des dépenses publiques se traduira en fait par une quasi disparition des services publics à terme, si les luttes ne viennent pas s'y opposer. Ils seront remplacés par des services au public, bien moins nombreux, ciblant des services et des territoires sources de profits pour le capital, au détriment de tous les autres territoires et surtout des femmes et des hommes qui y vivent. La Région est chef de file sur les politiques (lycées, formation, économie, TER ...). Avec la droite à sa direction, cela lui ouvrirait les portes plus grandes pour mettre en oeuvre sa politique de casse et de privatisations.

C'est le sens des projets de lois Sarkozy sur les institutions dont la suppression de la Taxe Professionnelle et la dissolution des départements et de leurs élus dans des régions aux contours modifiés, avec des conseillers dits territoriaux élus par un mode de scrutin qui privilégierait la droite et à coup sûr la bipolarisation politique.

Pas plus dans la Région Haute-Normandie que dans les autres Régions, il ne peut être question de laisser l'outil régional passer entre les mains de la droite. La ligne politique défendue par les communistes, c'est de ne pas laisser gagner la droite.

Pour cela, il faut créer les conditions d'un rassemblement permettant une majorité régionale à gauche. Cette démarche de rassemblement doit pouvoir s'exercer autour d'un projet, de contenus, de propositions de gauche, à mettre en oeuvre dans la prochaine mandature et une nouvelle façon de « gouverner », résolument tournée vers les citoyens, en sollicitant concrètement leur apport, en particulier le monde du travail.

2010

UNE AUTRE ETAPE. LA SITUATION. L'ENJEU DES COLLECTIVITES EN FAVEUR DES HABITANTS OU DU CAPITAL : NOTRE CHOIX EST CLAIR. DES DROITS POUR TOUS. UNE DEMOCRATIE CITOYENNE.

Assurément, les trois propositions de loi présentées par les parlementaires communistes, si elles étaient adoptées, démontreraient la possibilité et l'efficacité des réponses politiques que nous avançons.

C'est le sens de ce document de réflexion et des propositions qui sont soumises au débat des communistes et des citoyens pour construire et agir ensemble en faveur d'un rassemblement afin de riposter à la politique de la droite, de défendre les acquis démocratiques et citoyens, de promouvoir des politiques régionales conformes aux intérêts des habitants de notre région.

Tous les territoires de notre région, toutes les activités économiques et sociales, tous nos bassins d'emploi sont affectés par la désindustrialisation organisée pour délocaliser les outils de production vers des pays où la main d'œuvre est surexploitée et la rémunération du travail au plus bas.

Toute la filière de l'industrie automobile est menacée (30 000 salariés avec les sous traitants en Haute Normandie) ainsi que le pôle verrier, notamment dans la vallée de la Bresle (15 000 emplois dans la filière régionale). Les industries chimiques et pharmaceutiques font l'objet de restructurations voire de démantèlements à grand renfort de licenciements et de suppressions d'emplois.

Le complexe industrialo-portuaire de la Basse Seine, dont le Président Sarkozy annonce qu'il sera intégré au Grand Paris, est menacé de déconstruction. Les pôles d'équilibre régionaux autour d'Evreux et de Dieppe sont marginalisés. Comme partout en France, les services publics font l'objet de réductions massives – en activités et en emplois – et, sous couvert de directives européennes, converties aux mécanismes de l'économie de marché, voire purement et simplement privatisées.

Il en va ainsi des transports aériens et ferroviaires, de la santé, de l'éducation.

Le Gouvernement s'apprête à privatiser la Poste et prépare la dévolution des pôles emploi (ex ANPE-ASSEDIC) aux agences de placement ou d'intérim.

Les élus régionaux communistes proposent d'établir avec les salariés et les habitants de notre territoire

UNE PLATE-FORME DE RESISTANCE A LA CRISE ET UN CONTRE-PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE
dans tous les domaines qui font la vie de notre région :

- pour un **plan de relance des sites de production industrielle** (automobile – verre – chimie – métallurgie – textile – papier – carton) et **l'extension du pôle énergétique régional** y compris en diversifiant les moyens de production,
- pour le développement de **l'Education Nationale**, de **la Maternelle à l'Université**, qui au-delà des compétences de gestion matérielle des établissements, associe les acteurs de l'éducation et de la recherche à la définition des filières et des structures de formation,
- pour la **consolidation du complexe portuaire haut Normand** qui intègre les ports voisins de Dieppe, Fécamp et le Tréport,
- pour un **réseau de voies de communication et de transport** (rail, route, voie fluviale et liaisons aériennes) qui irrigue l'ensemble du territoire régional – sans préjudice des liaisons avec les régions voisines : Picardie, Basse Normandie, Paris et Ile de France,
- pour un **schéma d'organisation sanitaire** qui préserve les hôpitaux (et maternités) comme centres de soins de proximité,
- pour le **renforcement des services publics** qui garantissent l'accès de tous les citoyens : la Poste, les pôles emploi, les services fiscaux (Trésor Public) ou sociaux (CAF, Sécurité Sociale, URSSAF),
- pour le soutien dans le cadre de l'Agenda 21, d'une **politique environnementale** équilibrée à l'agriculture et à la pêche.

Dans notre région de Haute-Normandie, les élus ont apporté – à la mesure des compétences déléguées ou des directives imposées par le Pouvoir central – une orientation résolument sociale aux délibérations de l'Assemblée et aux décisions de son conseil exécutif.

Il nous paraît nécessaire et urgent dans la période qui s'ouvre d'élargir le débat et d'associer aux choix du Conseil Régional nos concitoyens afin que d'électeurs, ils soient aussi acteurs du changement.

Ainsi des « maisons de la région » pourraient être ouvertes dans les principaux centres du territoire, des informations y être diffusées, des propositions recueillies, des rencontres organisées, des assises tenues.

La nécessité s'impose donc de formuler des propositions claires, crédibles, et répondant aux attentes populaires dans ce qu'elles ont de plus concret. Politiques, ces propositions doivent l'être pleinement, et quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde, cette exigence conduit d'abord à l'élaboration d'un PROJET, susceptible de s'imposer à la fois comme fil conducteur de la campagne, et donc du contact renforcé avec les électrices et les électeurs, sur le terrain, et comme base des discussions politiques, quels qu'en soient les protagonistes, visant à fixer la stratégie électorale la meilleure pour assurer la victoire de listes de rassemblement à gauche, comprenant les communistes, constituées dans le but de diriger la région, avec ce que cela comporte comme engagements concrets.

ILS ONT DEFINI, DANS CETTE PREMIERE APPROCHE,

5 AXES DE TRAVAIL ,

POUR L'ELABORATION DE CONTENUS ADAPTES AUX ATTENTES POPULAIRES ET CONFORMES AUX EXIGENCES D'UNE POLITIQUE VRAIMENT DE GAUCHE.

CES AXES DE TRAVAIL SONT LES SUIVANTS :

1 Préciser les propositions des communistes en matière d'institutions territoriales, respectueuses d'une décentralisation conduite à son terme, et permettant aux Régions de jouer pleinement leur rôle en cohérence avec les départements et les instances locales.

2 Construire un projet régional faisant face aux mutations économiques et sociales, aggravées par la crise et promouvoir des formes pérennisées d'activité et d'emploi, dans tous les domaines. La nécessité d'un PLAN DE RELANCE INDUSTRIELLE POUR LA NORMANDIE doit être ici avancée à partir de références précises et de propositions fortes, en matière de financement notamment.

3 Faire de la Région une base active des Services Publics, construire des pôles publics d'intervention (en matière financière particulièrement), intégrer ce choix dans tous les dispositifs de l'action régionale et promouvoir ainsi des formes modernes de solidarité et de lutte contre les inégalités.

4 Défendre une politique équilibrée d'aménagement du territoire régional, opposée aux polarisations tentaculaires, respectueuse des équilibres diversifiés de la Région, inspirant des schémas d'infrastructures d'abord soucieux de l'intérêt régional et inspirant une dynamique autonome, permettant de nouer avec les voisins (et notamment Paris) , dans une réelle indépendance, les indispensables liens de coopération.

5 Mettre en oeuvre une politique de l'environnement audacieuse, fondée sur le respect des milieux naturels ou construits, soucieuse d'équité sociale autant que d'équilibre naturel, dans une approche qui prend en compte tous les paramètres du développement durable et assure à chacune et chacun, en Normandie, un égal droit à la santé, à la sécurité et au développement.